



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**FORMULAIRE DE RÉCLAMATION
À L'ENCONTRE DU FONCTIONNEMENT D'UNE INSTALLATION CLASSÉE**

A retourner à la préfecture de votre département ou à l'unité départementale de la DRIEAT (par courrier ou par mail).

Expression explicite de votre réclamation :

Je, sous signé, (nom, prénom) _____, demande que ma plainte à l'encontre de l'établissement nommé ci-après soit instruite par l'administration.

Compléments éventuels à la demande :

Identification de l'établissement faisant l'objet de votre réclamation :

Nom :

Adresse :

Activité :

Objet(s) de votre réclamation (plusieurs cases peuvent être cochées) :

- Aspect visuel
- Odeurs
- Bruit

- Pollution de l'air
- Pollution de l'eau
- Déchets

- Impact sur la sécurité
- Impact sur la santé
- Autres

Origine et description de la réclamation :

Veillez préciser succinctement l'origine de votre réclamation (exemple : un bâtiment spécifique, une installation particulière...) :

Veillez apporter quelques éléments sur la gêne occasionnée (exemple : type d'odeur, bruit de sciage, tas de déchets métalliques...) :

Les nuisances ou les risques que vous subissez sont-ils :

permanents ?

ou surviennent-ils ponctuellement ? Pouvez-vous préciser le moment (période de l'année, de la journée, date, heure...) :

Avez-vous déjà pris contact avec l'exploitant pour lui préciser vos réclamations ?

OUI

NON

Si **OUI**, veuillez préciser par quels moyens (lettre, téléphone) et à quelle occasion (date) :

Identification du plaignant :

Je souhaite que mon anonymat soit préservé (vous pouvez préciser votre identité pour être informé des suites mais votre anonymat sera préservé si vous cochez cette case)

OUI

NON

Je souhaite être tenu informé(e) de l'enquête et des suites proposées

OUI

NON

Si **OUI**, précisez :

Adresse :

N° de téléphone :

e-mail :

Contact entre administration, plaignant, exploitant(s) :

J'accepte d'être contacté(e), pour plus de précisions, par le service de l'Etat qui est chargé du traitement de ma réclamation

OUI

NON

J'accepte d'être contacté(e) par l'industriel pour lui exposer mes réclamations

OUI

NON

Date :

Signature :

FORMULAIRE DE RÉCLAMATION À L'ENCONTRE DU FONCTIONNEMENT D'UNE INSTALLATION CLASSÉE

Notice explicative

Depuis 1810, le fonctionnement de certaines activités industrielles est réglementé dans le but de prévenir les dangers et les inconvénients qu'elles génèrent.

Aujourd'hui, le code de l'environnement (en son titre 1^{er} du livre V) précise quelles sont les installations concernées et quel est le régime qui s'y applique (simple déclaration ou autorisation).

Le présent formulaire est destiné à enregistrer les plaintes (bruit, odeurs, pollutions...) concernant le fonctionnement d'une ou plusieurs installation(s) classée(s)

Qu'est-ce qu'une installation classée ?

Les installations classées sont des usines, des ateliers, des dépôts, des chantiers, des carrières et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients, soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la nature et l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Le code de l'environnement, fixe la liste des activités industrielles concernées par la législation sur les installations classées et précise les seuils d'assujettissement.

Plus d'informations sur les sites Internet [Installations classées | Géorisques \(georisques.gouv.fr\)](http://Installations classées | Géorisques (georisques.gouv.fr) et Accueil | AIDA (ineris.fr).) et [Accueil | AIDA \(ineris.fr\)](http://Accueil | AIDA (ineris.fr).).

Comment est réglementée une installation classée ?

Le code de l'environnement précise les régimes auxquels sont soumises les installations concernées :

- **simple déclaration** : l'installation est soumise à des règles de fonctionnement générales édictées au plan national ;
- **enregistrement** : il s'agit d'une procédure d'autorisation simplifiée (Cf. ci-après) ;
- **autorisation préfectorale** : après une procédure importante, l'établissement doit respecter des prescriptions techniques édictées par le Préfet de département et correspondant parfaitement aux activités exercées.

Exemple (extrait) :

Rubrique	Activité	Régime
2660	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (fabrication ou régénération), à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410, la capacité de production étant : 1. supérieure ou égale à 10 t/j 2. supérieure ou égale à 1 t/j mais inférieure à 10 t/j.....	Autorisation Déclaration

Ainsi, un atelier dont la production totale de pièces en caoutchouc serait inférieure à 1 t par jour ne relèvera pas de la législation relative aux installations classées.

Si l'établissement ne relève pas de la législation relative aux installations classées ?

De nombreuses nuisances relèvent de problèmes de voisinage (brûlage dans les jardins, bruit d'outillages électriques ou de tondeuses, bruit d'une salle des fêtes, d'un dancing...). Ne s'agissant pas d'installations classées, seul le maire de la commune d'implantation est compétent pour régler ces différends. Il détient d'ailleurs des pouvoirs de police qui lui permettent d'affirmer cette compétence. Ainsi, si l'établissement n'est pas une installation classée ou si vous avez un doute, il est indispensable de prendre contact et d'exposer vos doléances au maire de votre commune.

Quelle est l'action de l'Etat en cas de plainte ?

Après examen de votre plainte, si l'établissement concerné est une installation classée, le service d'inspection en charge de l'établissement va vérifier sa conformité au regard de la réglementation applicable, qu'elle soit nationale ou préfectorale.

Si l'examen de votre plainte révèle que l'installation concernée n'est pas classée, votre plainte sera transmise au service compétent.

Dans tous les cas, un accusé de réception de votre plainte vous sera transmis sous 15 jours.